

5/ LE CRAPOUILLOT

Condamné pour diffamation le 09/02/94 par le tribunal de Grande Instance de Paris, jugement définitif.

Article publié dans le numéro 111 du magazine Le Crapouillot daté de novembre-décembre 1992, pages 1 et 54 à 59. Titre du dossier en première page : «*La conspiration des sectes*», et titre de l'article sur 6 pages : «*Au bicentenaire de la Révolution ... l'extrême droite japonaise !* ».

Extrait du jugement

[...] Attendu [...] que les demanderesse considèrent à juste titre comme diffamatoires les développements tenant à leur activité, visés dans l'assignation, figurant aux pages 55 et 58, selon lesquels elles se livreraient « à l'espionnage industriel » et tisseraient une « toile en France en se servant de l'alibi culturel » ;

Attendu qu'en relatant de tels faits, le mensuel Le Crapouillot suggère, même de façon dubitative, que les associations demanderesse se livrent ainsi en France à des activités d'espionnage industriel et militaire et corrompent des ingénieurs français en les ralliant à leur cause ; qu'il porte ainsi atteinte à l'honneur ou à la considération des mises en cause ;

Attendu qu'en outre, il jette le même discrédit (page 58), en écrivant :

« On le sait, la corruption, le blanchiment d'argent rythment la vie politique nipponne. Ces pratiques font tomber les gouvernements. La « Soka Gakkai » sert souvent à faire pencher la balance »,

suggérant ainsi au lecteur, également, que les demanderesse participent à la vie politique japonaise de façon frauduleuse constitutive d'infractions pénales, et comme telles de nature à porter atteinte à leur réputation ;

Attendu que pour produire l'effet absolu prévu par l'article 35 de la loi du 29 juillet 1881, la vérité des faits diffamatoires doit être parfaite, complète et corrélative aux diverses imputations dans toute leur portée ;

Attendu que les quelques coupures de presse produites et les citations de l'ouvrage de M. Jacques ROBERT sur le Japon, qui ne comporte aucune indication suffisamment précise sur les activités de la Soka Gakkai ne satisfont nullement aux exigences du texte susvisé ; qu'il en est de même de la seule référence à une enquête de la D.G.S.E. ;

Attendu que les défendeurs ne peuvent davantage arguer de leur bonne foi, en l'absence de toute réserve dans la présentation des imputations et l'incapacité dans laquelle se trouve le journaliste de justifier d'une vérification personnelle avant publication ; que ce fait justificatif ne peut donc être retenu en l'espèce ; [...]

PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL, condamne Jean-Claude VARANNE et la SARL LE CRAPOUILLOT à payer à chacune des demanderesse la somme de VINGT MILLE francs (20.000) à titre de dommages et intérêts en réparation des propos diffamatoires retenus dans les motifs de ce jugement, et celle de TROIS MILLE francs (3.000) sur le fondement de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile ;

Ordonne la publication dans « Le Crapouillot », et aux frais des défendeurs. [...]